



CATHERINE TRAUTMANN

« Je pense qu'il faut rester rebelle »

Ministre de la Culture et de la Communication du 4 juin 1997 au 27 mars 2000, Catherine Trautmann a marqué les esprits par son volontarisme politique et sa façon bien à elle de bousculer les convenances. Chahutée par les uns, adouée par les autres, elle n'a pas laissé indifférent. Deux décennies plus tard, elle revient sur cet épisode marquant de sa vie politique tout en embrassant les enjeux du moment de la politique culturelle, qu'elle continue de suivre avec acuité ; et porte un regard amer, sans être résigné, sur ses deux autres grands combats politiques : la lutte contre le Front national et la réalisation d'une Europe communautaire.

ENTRETIEN RÉALISÉ EN NOVEMBRE 2016 PAR ÉRIC FOURREAU

NECTART : *Votre passage au ministère de la Culture et de la Communication n'a pas laissé indifférent. Il vous a valu quelques fortes inimitiés, une campagne médiatique de dénigrement, mais aussi une solide reconnaissance par une partie du monde culturel qui estime que votre mandat rue de Valois a été l'un des plus réformateurs et féconds de ces dernières décennies. À titre personnel, quels souvenirs en gardez-vous ?*

CATHERINE TRAUTMANN : C'est une étape très importante de mon parcours. Ce mandat rue de Valois a été à la fois apprécié et critiqué, y compris sur le plan local, où l'on a regretté que j'applique le non-cumul des mandats de manière radicale, ce qui était au fond une application anticipée d'une loi qui n'existait pas encore. Je l'ai d'ailleurs payé assez cher

politiquement. J'avais proposé à Lionel Jospin de rejoindre ce ministère, parce que je pensais qu'il fallait lui restituer une place majeure au sein de l'édifice républicain. À mon arrivée, j'ai été accueillie très chaleureusement. Mes collaborateurs m'ont exprimé à la fois leurs espoirs et leurs attentes, car le ministère était dans une phase de fragilisation. En cette période de mutations technologiques, économiques et sociales, les gens remettaient en question une certaine vision traditionnelle de l'action culturelle, que ce soit à l'échelle de l'État ou des régions. Il était devenu nécessaire de restaurer la confiance entre l'État, les artistes et les institutions culturelles. Cette prise de conscience m'a donné des ailes. Avec Lionel Jospin, on était d'accord, il fallait réformer, mais le sujet était complexe. Une réforme s'imposait en particulier, celle de la commu-

nication et de la télévision publique – qui a un petit peu « virussé » le processus. D'un autre côté, j'avais cinq années devant moi alors que, selon mon évaluation, il en fallait dix pour arriver à mener à bien l'ensemble des réformes qui me paraissaient indispensables. Ce travail intensif, dans cette perspective de réforme, s'est donc arrêté à la moitié du chemin, c'est-à-dire dans la période la plus désagréable : certains n'ont pas encore compris où vous voulez aller, mais tous comprennent déjà que le changement est nécessaire. Je retiens donc de cette période une sorte de frustration de n'avoir pu mener ces réformes jusqu'au bout. Mais je garde aussi le souvenir de moments absolument merveilleux de découvertes d'artistes, d'institutions, deancements d'initiatives qui ont ensuite bien évolué – je pense au Palais de

Tokyo, au Grand Palais, au Centre national de la danse, etc. Et puis travailler à cent pour cent pour ce ministère, chercher à lui donner une assise, une solidité, une ouverture européenne et internationale, cela a été pour moi un geste de profond engagement politique. Et je suis reconnaissante à Catherine Tasca, qui m'a succédé, d'avoir mené à bout certaines des initiatives que j'avais engagées. Mon départ ne s'est pas fait sur un désaccord politique ou un différend à propos de ce que je souhaitais initier, mais sur une mécompréhension de ma situation politique, étant attaquée à l'époque sur le front de la loi sur la communication audiovisuelle – Catherine Tasca a d'ailleurs fini le travail parlementaire sans aucun débat. Je suis partie au moment où je retrouvais en quelque sorte mon assise après avoir été un peu ébranlée.

Le fait de ne pas être parisienne et de ne pas faire partie du sérail culturel vous a été particulièrement préjudiciable. Vous avez dit avoir subi un véritable lynchage. Que retenez-vous des mœurs et coutumes du monde intellectuel et artistique ?

Une partie de ce monde parisien aurait peut-être souhaité tenir un rôle plus important. J'avoue que je n'ai pas été très diplomate et n'ai pas fait beaucoup de concessions à un milieu qui avait l'habitude d'être flatté et considéré, parfois au-delà de ce qu'il pouvait représenter du point de vue de la réputation artistique et culturelle française. Connaissant la scène européenne, je comprenais à quel point notre rayonnement nous obligeait à avoir une ouverture beaucoup plus grande, et à ne pas considérer que le microcosme parisien devait s'imposer à tous. Mais en même temps, j'ai manqué de pédagogie, je le reconnais volontiers. Je n'ai pas passé assez de temps à expliquer ce que je faisais, et même ceux qui pouvaient se sentir le plus à l'aise avec la politique que je voulais mener ne l'ont pas toujours comprise, parce que, ayant le sentiment que je n'avais pas beaucoup de temps, je me suis lancée un peu rapidement sur des terrains très divers. J'ai donc un peu bousculé le milieu, et à certains égards cela m'a valu des critiques, mais ça lui a fait aussi du bien puisque par la suite il y a eu une réflexion sur ce qui avait été engagé, par exemple sur la charte des missions de service public. La plus grande surprise a été pour moi d'être invitée dix ans après la

« Je n'ai pas fait beaucoup de concessions à un milieu qui avait l'habitude d'être flatté et considéré. »

signature de cette charte. J'avais préparé pour l'occasion un discours pour expliquer de quelle manière il fallait la modifier, et tout le monde m'a dit : « Non ! Surtout pas ! Il faut la garder telle quelle. » Je me suis dit : « Eh bien voilà, elle a été critiquée, combattue par certains puis mise sur un piédestal, et à présent je n'ai même plus la possibilité de dire en quoi elle doit changer... »

Malheureusement, j'ai dû assumer une coupure budgétaire en début d'exercice, qui m'a coûté ce quiproquo avec le monde du théâtre. Lionel Jospin m'a par la suite restitué le double de ce qui avait été prélevé, mais personne ne l'a vu. C'était symbolique : la gauche

ne pouvait pas amputer le budget de la Culture. Ça, c'était une faute politique.

Oui, j'ai parlé de lynchage parce qu'il y a eu des articles vraiment scandaleux, montrant par exemple en 2000 des photos de moi prises quinze ans plus tôt avec des commentaires du genre « elle ne sait même pas s'habiller », « elle est complètement

en dehors de la mode », des attaques personnelles sur mon look, etc. Là, j'ai commencé à trouver que c'était un peu trop. Et comme j'avais par ailleurs abordé ce ministère après une phase de fort engagement contre le Front national, j'étais un peu désolée d'avoir à faire face à des attaques ou des critiques qui me rappelaient les attaques politiques que j'avais déjà subies.

En arrivant au ministère de la Culture et de la Communication, quelles étaient vos

ambitions ? Vous parliez tout à l'heure de réforme. En quoi ce ministère avait-il besoin d'être réformé ? Est-ce que vous aviez la volonté de vous démarquer des années Lang, stigmatisées à tort ou à raison comme étant celles d'un ministère des Artistes, avec un développement culturel insuffisant ?

D'abord, pour moi – et cela est lié à cet engagement que j'évoquais contre le Front national –, la culture est au cœur du pacte républicain, comme l'éducation, et doit avoir la même importance qu'elle. La culture, c'est la capacité d'exercer sa liberté, son intelligence dans ses choix, en tant que citoyen, en tant que personne. Et aussi un bon moyen d'éviter un débat inepte sur l'identité. Il n'y a pas d'« identité » sans culture : c'est la culture qui fait l'identité, pas l'origine, ni l'âge, ni le sexe. C'est la raison pour laquelle la République a une responsabilité particulière, notamment celle de garantir la liberté de créer, d'exercer en tant qu'artiste. Selon moi, c'était la première mission de l'État, et j'avais constaté en tant qu'élue locale et en discutant avec des artistes qu'il était en train de se désengager. Je crois profondément en la responsabilité de l'État dans les décisions majeures concernant les choix artistiques. J'ai assisté à trop de conflits entre des élus et des artistes, qui m'ont fait prendre conscience que ces décisions ne doivent pas revenir aux collectivités locales.

En même temps, nous étions – et nous sommes d'ailleurs toujours – dans une période de changement, en particulier avec les nouvelles technologies, et je constatais que nous étions toujours en retard d'une « guerre », d'une innovation dans la prise en

compte des effets économiques et sociaux sur le monde culturel. Et cela me paraissait suffisamment important et grave pour que l'on en tienne compte, parce que cela redoublait la fragilité du secteur.

Il fallait donc s'intéresser, d'une part à la précarité que pouvait entraîner le retrait de l'État, d'autre part à une décentralisation qui, à mes yeux, était incomplète ; s'engager dans la déconcentration pour que l'attitude de l'État soit la plus cohérente possible au niveau de la capitale, au niveau national et au niveau régional ; enfin, au lieu d'un face-à-face restreint avec les responsables des grandes institutions culturelles, associer les collectivités territoriales à cette réflexion et travailler avec les Drac, ce qui pour le ministère constituait une source d'échange et d'orientation très importante. Nous avons même failli passer un accord sur le régime de l'intermittence. Cet accord négocié avec Martine Aubry a malheureusement été contesté par l'une des organisations représentatives des professionnels. C'est bien dommage, parce qu'ensuite il a fallu attendre très longtemps, et chaque négociation était toujours plus difficile.

En ce qui concerne Jack Lang, on en a fait beaucoup parce que j'étais la première socialiste qui lui succédait, et qu'à l'époque il se considérait toujours comme le ministre de la Culture, un ministre éternel : il lui était difficile de penser qu'il pouvait y avoir un après-Jack Lang. Pour ma part, je n'étais pas en conflit avec lui, ni très motivée par l'idée de me positionner par rapport à lui. Je me positionnais plutôt par rapport à une histoire. Je n'avais ni à effacer ni à contester ce qui avait été fait, mais à bâtir un autre moment, une autre étape. Je considérais que le ministère de

la Culture n'était pas un ministère de gestion. L'essentiel, c'était de retrouver une marge de manœuvre pour la création.

La création du ministère de la Culture par Malraux a aussi été marquée par la rupture avec l'éducation populaire, par la scission entre les arts et la jeunesse et l'éducation, provoquant un déséquilibre. Vous avez été considérée comme celle qui cherchait à rééquilibrer les forces en présence, à réhabiliter le mouvement de l'éducation populaire et de l'animation culturelle. Était-ce là votre volonté ?

En fait, la question c'est : comment les jeunes peuvent-ils accéder à la culture, comment peuvent-ils s'en imprégner ? J'ai eu de nombreuses discussions avec Yehudi Menuhin, qui me disait : « La première des choses, c'est de dédramatiser : dédramatiser la culture, la pratique culturelle. » Ce qui me paraissait absolument indispensable, c'était que l'on commence tôt la pratique. Parce que le goût de la culture, le sentiment que l'on ne peut pas s'en passer, ça commence tôt, c'est un plaisir. Ça commence par une gourmandise : on aime la musique, on aime les images, on aime le théâtre, on en fait, on en joue. Il s'agit donc au fond de rendre la culture beaucoup plus présente dans la vie, en particulier celle des jeunes, pour éviter que la culture présente – assister à un concert, à

une pièce de théâtre – ne soit totalement remplacée par l'écran de télévision (à l'époque, les chiffres étaient saisissants). Pour éviter la dictature de la culture du divertissement – pour reprendre les concepts de l'époque –, il fallait d'une certaine façon donner à comprendre et à aimer la culture de création, et réduire la distance entre les artistes et les publics. Par exemple, l'histoire des arts est très peu présente dans l'éducation. On a une histoire de la littérature grâce aux cours de français, mais l'histoire des arts n'est pas enseignée. Et pas davantage la compréhension de l'architecture, qui est pourtant le premier rapport qu'un jeune a avec la forme, puisqu'il en fait l'expérience dans son propre espace urbain. Il était pour moi important de faire comprendre cette coexistence entre patrimoine ancien et

« Mes choix n'étaient pas dictés par la pression du milieu, je n'ai pas succombé à ceux qui parlaient plus fort que les autres, parce qu'il fallait aussi faire de la place aux plus jeunes. »

patrimoine contemporain, comment on génère par la création un patrimoine contemporain qui appartient autant aux Français que le patrimoine historique. Autre aspect, et là on rejoint l'éducation populaire : est-on vraiment équitable, du point de vue scientifique, du point de vue de la culture et de ce qu'elle représente, lorsqu'on classe le patrimoine ? Pendant des années, on a regardé uniquement le patrimoine institutionnel, jamais ou très peu le patrimoine du labeur, par exemple, qui fait aussi la force d'une certaine forme de culture. Il fallait donc faire se rejoindre ces deux aspects de la définition de la culture : la culture prise dans

son sens wébérien, sociologique – la coutume, le regard, les habitudes, les valeurs, les modes de vie, bref ce qui fait qu'une société vit ensemble –, et la culture au sens de la création, de l'expression, et de sa diversité. J'ai voulu mettre en avant ces deux faces de la culture en disant qu'elles ne sont pas l'une contre l'autre, mais l'une avec l'autre. Il faut donc des passerelles, qui pour moi résidaient dans l'éducation populaire. Puisque l'école n'était pas assez ouverte aux arts, avec mes collègues de l'Éducation nationale – Ségolène Royale et Marie-George Buffet, qui s'occupait du Sport et de l'Éducation populaire – on a travaillé ensemble, dans un cadre interministériel, sur les démarches liées à la transmission. Pour moi, les animateurs devaient devenir aussi des passeurs de culture. Aujourd'hui, il y a encore des gens qui se réfèrent à la charte sur l'éducation populaire que nous avons élaborée et signée.

La charte des missions de service public était aussi une façon de rappeler au monde artistique et culturel, qui avait acquis une autonomie assez grande sous Jack Lang, qu'il avait des droits et des devoirs. C'était aussi cela qui était compliqué à faire passer ?

Oui, bien sûr. Selon moi, il n'y a pas des règles pour les uns et une absence de règles pour les autres. Les règles sont les mêmes pour tous. L'usage de l'argent public doit se faire dans le respect des citoyens, à qui il appartient, et c'est valable pour tous les artistes, même les plus connus. Certains metteurs en scène beaux parleurs, que j'appréciais beaucoup sur le plan artistique mais à qui je demandais simplement de respecter leur contrat, d'embaucher dans le respect du droit du travail, de

respecter aussi le cadre dans lequel ils avaient obtenu leurs subventions, m'ont beaucoup contestée. Mes choix n'étaient pas dictés par la pression du milieu, je n'ai pas succombé à ceux qui parlaient plus fort que les autres, parce qu'il fallait aussi faire de la place aux plus jeunes. Je voulais que l'on cesse de penser que, parce qu'on avait acquis un nom, une certaine célébrité, on pouvait se considérer propriétaire d'un lieu culturel.

Vous avez dit dans la revue Charles (n° 10, été 2014) : « Le ministère de la Culture a secrété une forme de protection et de conservatisme. » Quel est ce conservatisme et quelles formes prend-il ?

Nous étions au début de l'usage des nouveaux outils numériques. J'ai lancé l'idée d'une réunion sur l'application des droits dans le contexte de ces nouveaux usages, et je me suis fait conspuer : il ne fallait surtout pas laisser entendre que l'on était prêts à s'adapter ! On était toujours dans une forme de résistance – et bien sûr j'ai participé à cette résistance, bien sûr j'y participe toujours – face à la mise à l'écart de la culture et de la diversité culturelle dans les négociations internationales. Et l'on se rendait bien compte aussi que la reproduction à l'infini par le numérique allait chambouler absolument toute l'économie de la musique. Alors j'ai essayé d'anticiper, mais je me suis heurtée à une autre vision : l'État devait trouver un moyen de compenser le manque à gagner. Je pense que l'essentiel sur les droits d'auteur a quand même été préservé, y compris au niveau européen. Maintenir la rémunération des auteurs et en même temps pouvoir s'inscrire dans un contexte qui évolue,

cela reste pour moi un sujet important. De la même manière, j'ai trouvé regrettable, alors que j'avais travaillé sur cette question avec le Syndec (le Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles), que l'on n'ait pas une vision européenne beaucoup plus forte de la place du théâtre et du spectacle vivant pour faciliter les échanges, la circulation des œuvres : cela reste aujourd'hui encore un peu compliqué, même avec l'Allemagne. Je me suis en fait beaucoup intéressée, par le biais de ce que j'avais fait au Parlement européen dans l'intergroupe « audiovisuel et cinéma », à cette évolution technologique et à la manière dont les contenus allaient évoluer et de nouveaux médias émerger, d'où la création des « espaces culture multimédia » pour que les gens et en particulier les artistes puissent y avoir accès.

Vous avez été parfois considérée comme la ministre des sans-grade, tant au niveau des structures culturelles à la hiérarchie moins établie que des genres artistiques jusque-là moins reconnus (cirque, arts de la rue, marionnettes...) ; des « musiques actuelles » aussi, terme que vous avez institué. Est-ce que pour vous c'était effectivement une nécessité d'intervenir dans ces champs-là ?

Oui. Une de mes premières décisions en tant que maire de Strasbourg a été de confier un ancien hall industriel dans le quartier de l'Elsau aux acteurs des musiques actuelles et du

hip-hop à travers une association de jeunes, en leur disant que si cela se passait mal je reprendrais les clés. Ils y sont toujours... C'était un des hauts lieux du rap, de la danse urbaine (on y a organisé les premières battles) et des musiques sous toutes leurs formes. Je rencontrais ces gens qui venaient des États-Unis ou d'ailleurs, j'étais en contact avec cette émergence-là, et je me disais que c'était un excellent moyen de faire le pont entre les publics, en particulier les jeunes qui se reconnaissent dans ces nouvelles formes de créa-

tion, le graff, la musique rap, la danse hip-hop...

Nous avons en effet choisi la terminologie de « musiques actuelles » parce que nous ne voulions pas sélectionner une forme plutôt qu'une autre. Il fallait inscrire dans l'enseignement des conservatoires à la fois le jazz, le rock, le rap, la chanson, etc., tous ces genres musicaux qui irriguent la culture musicale contemporaine. C'est intéressant cet emploi du terme de « sans-grade », parce que pour moi ce sont au contraire des artistes « gradés », à certains égards. Les artistes de cirque, par exemple, ont un talent incroyable ; le cirque est une forme de spectacle populaire extrêmement exigeante dans l'écriture.

J'ai aussi été très proche des gens des arts de la rue parce que je trouvais qu'ils s'adressaient à tout le monde, qu'ils réinterrogeaient la pratique de comédien, dans une proximité et une confrontation directe avec le public. Cela me rappelait mon combat politique, ma lutte

« Quand vous vous collez avec des gens du Front national qui vous agressent verbalement, vous êtes dans une forme de corps à corps. »

au corps à corps avec le Front national. Parce que c'était ça, aussi. Quand vous vous collez avec des gens qui vous agressent verbalement, vous êtes dans une forme de corps à corps.

Quel regard portez-vous sur l'évolution des politiques publiques de la culture, avec un État de plus en plus faible et de moins en moins prescripteur et des collectivités territoriales souvent à bout de souffle financièrement, parfois aux prises avec des dérives démagogiques ?

Catherine Lalumière et Pascal Brunet m'ont sollicitée pour présider un comité d'orientation du Relais Culture Europe afin de réfléchir sur le prochain programme culturel européen, Europe créative. Les motivations qui m'ont fait accepter cette responsabilité répondent en partie à votre question. Tout d'abord, que la culture retrouve la place prioritaire qui devrait lui revenir, de même que la science, l'innovation et la connaissance. Je pense que nous sommes dans une période de confusion politique et que la culture, elle, contribue toujours à poser la question d'après. La prochaine campagne présidentielle devrait mettre en avant des engagements clairs, poser par exemple la question de ces grands bâtiments et de ces grandes institutions qui coûtent de plus en plus cher, au détriment de la création. Si l'on continue dans cette voie, on aura bientôt sur les bras des lieux mais plus aucun programme pour les animer. L'économie de la culture doit être au cœur des débats. Il faut que l'on accepte d'aller vers davantage de mécénat, tout en sachant qu'il ne pourra jamais remplacer entièrement la contribution publique. D'ailleurs, si l'on regarde les mo-

dèles de financement et d'économie culturelle des autres pays, on voit bien qu'il y a toujours une part de soutien public.

Il faut chercher de nouvelles voies, soit dans les recettes de l'État, soit dans de nouveaux outils : fondations, accès du monde culturel aux financements de l'innovation... On voit bien le travail que l'on peut faire avec les gens qui sont dans des nouvelles formes d'activités, par exemple en coopérative. Je pense à ce que j'ai appris auprès d'Artenréel, à Strasbourg, une coopérative d'activités et d'emplois qui permet notamment à des intermittents de mieux gérer leur intermittence. La mutualisation des moyens pourrait aussi être une solution : un atelier de perruques qui ne travaillerait pas uniquement pour un Opéra mais pour d'autres structures de création, par exemple. Il faudrait voir aussi comment intéresser le monde économique à ce que représente la culture, à ce qui doit être valorisé chez les artistes, en dehors des salles de spectacle ou des lieux d'exposition, sans pour autant dénaturer la création.

La culture, ce n'est pas simplement un supplément d'image pour s'assurer l'attractivité, le tourisme, etc. Et ce qui me frappe, dans les discussions auxquelles j'assiste, c'est que la question culturelle est secondaire. On parle d'innovation, de recherche, mais rarement de culture. J'ai été très intéressée de voir par exemple qu'à Montréal, la fameuse Maison des arts de Laval peut être sollicitée par un président d'hôpital comme organisme évaluateur. Je vous assure que l'on n'est pas déçu du voyage, parce que c'est effectivement un regard totalement différent, et c'est en même temps très mobilisateur : les gens sortent de la gangue de leurs habitudes professionnelles

et sont obligés de réfléchir au sens même de leur entreprise et du rôle qu'ils y tiennent. Je crois donc qu'il faut arriver maintenant à introduire la culture partout et à faire en sorte qu'il n'y ait pas de terrain tabou, même s'il faut par ailleurs continuer de conforter les lieux culturels d'expression, d'exposition et de préservation.

Vous avez longtemps incarné une personnalité politique de combat face au Front national. Alors que ce parti est aujourd'hui aux portes du pouvoir, pensez-vous qu'il a déjà gagné la bataille idéologique, et quels sont selon vous les ressorts pour y faire face ?

Je pense qu'il a gagné la préemption des sujets du débat politique. En fait, cela fait un moment que le Front national cherche à se mettre au centre du débat. Il a utilisé le racisme, la problématique de la sécurité – au fond, des sujets qui font davantage appel à la sensibilité qu'à la raison pour contraindre l'opinion à le suivre, et pour percuter en quelque sorte ce qu'il appelle l'« établissement », c'est-à-dire le système politique, le gouvernement, les institutions démocratiques. Il a réussi à se mettre au centre du jeu, à imposer certaines références, et je le regrette profondément. Que le débat sur l'identité ait été lancé comme il a été lancé, qu'il puisse rebondir sans cesse quand nous sommes normalement les champions de la diversité culturelle dans les négociations internationales – cherchez l'erreur ! Nous avons eu à l'époque l'idée de parler du patrimoine des langues de France. Une idée qui m'est venue alors que je me rendais à la rencontre d'une délégation nationaliste corse et que ça allait chauffer. Mais je suis alsacienne,

et je sais la complexité de la question de la langue. Nous n'avons pu aboutir à la ratification de la charte des langues minoritaires du Conseil de l'Europe, ce que j'ai fortement regretté. Le territoire français s'étend jusqu'aux Caraïbes, à la Réunion, etc., et il représente quand même une centaine de langues. Nous sommes un exemple de la diversité culturelle et nous avons à partager notre langue nationale avec d'autres pays du monde, d'autres peuples. Et l'on est en train de se demander quelle est notre identité ! Le Front national a réussi à imposer cette référence à l'identité en la posant de manière simpliste et étriquée, pour utiliser l'étranger, le réfugié comme un repoussoir et un danger. C'est une construction symbolique dans laquelle le Front national allie le patriotisme et le fait dériver vers le nationalisme, vers tout ce qui est contre l'Europe, l'euro, l'étranger. J'ai relu le livre qu'a écrit Renzo De Felice après la Seconde Guerre mondiale sur la montée du fascisme, et qui a provoqué énormément de débats à l'époque. Il y parle des effets de la grande crise de 1929, de ce moment de mutation qui fait que les gens recherchent une personnalité providentielle et finissent par choisir la révolution brune, ou noire. Regardez ce qui se passe en ce moment aux États-Unis. Ce n'est pas simplement un problème de colère, comme on a pu le dire : « Un électeur du Front national, c'est quelqu'un qui se trompe de colère... » Non, aujourd'hui, c'est plus que cela. Un électeur du Front national, c'est quelqu'un qui pense que son ressentiment va provoquer un changement politique et qu'il tiendra par là une forme de revanche, en particulier de revanche sociale. C'est aujourd'hui la question centrale : le Front national a réussi cette

préemption du débat public, en connectant clairement la peur du déclassement social et la contestation de la démocratie et des institutions démocratiques.

Aujourd'hui, à l'heure de l'information en continu et des petites phrases sur les réseaux sociaux, comment réinstaurer de la pensée complexe et argumentée alors que le discours simpliste est beaucoup plus porteur ?

Moi, j'aurais tendance à dire : le contact, le contact, le contact. On parlait de la culture présente, de ce moment particulier que représente l'instantané de l'événement, de ce goût pour cette capacité de faire corps, pour cette expérience du public. Regardez comment par exemple Google, qui avait été très empressé de voir ses cadres travailler individuellement devant leurs écrans d'ordinateurs, pense aujourd'hui qu'il faut les accueillir dans un même lieu car ils sont beaucoup plus créatifs quand ils sont ensemble. C'est significatif. Le télétravail, par exemple, c'est possible, s'il se passe dans un cadre social et pas simplement chez soi, dans l'isolement, au risque de basculer dans la déprime ou dans un sentiment irréprouvable de solitude.

L'Europe n'a-t-elle pas eu un train de retard sur ce que l'on a appelé la révolution numérique en omettant toute politique de régulation vis-à-vis des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) ?

Moi, je pense que cela concerne aussi la France, puisque sur le plan technologique, dans les débats que j'ai eus avec les Américains, ils ont toujours dit qu'ils ne comprenaient pas les

Français : « Quand on voit ce dont vous êtes capables : les satellites, les fusées, Internet, la télé-médecine, etc. Vous avez tout, alors pourquoi n'avez-vous pas réussi à être aussi forts que les Américains ? » Mais si l'on compare l'économie américaine des médias et celle de l'Europe, où l'on compte autant d'entreprises de médias publiques que de pays, on voit bien que ce sont deux échelles différentes, tant en terme de marché que de concentration. Ça, c'est ma première remarque. Ensuite, il y a un autre aspect : aux États-Unis, contrairement à l'Europe, les campagnes présidentielles peuvent être financées par des entreprises privées. D'autre part, ils ont accepté la révolution numérique en disant : « C'est une nouvelle économie, donc on ne met pas de règles. » Mais l'objectif, pour eux, c'était la commercialisation. Et chez nous, en Europe, il n'y avait pas de stratégie industrielle, ni parmi les États membres, ni du côté de la Commission européenne – ce n'est pas faute de l'avoir dit et répété –, et on a accepté trop rapidement tous ces services qui nous inondaient sans mesurer ce que cela signifiait pour l'avenir. Le réveil a été un peu tardif, mais quand Alcatel puis Nokia ont piqué du nez, alors que personne ne s'y attendait, ça a été le discours de la vieille économie des Télécoms contre les GAFA. Et ainsi on n'a pas créé les conditions du rapprochement d'un certain nombre d'industries qui structuraient le paysage de la diffusion, ni créé de débat entre les producteurs de contenus et ces industries, qui ont basculé sur le téléphone mobile et les tablettes. La force d'Apple a été de comprendre le tactile : d'abord la souris, petit instrument tactile, puis l'écran tactile, quelque chose d'extrêmement simple qui permet à des gens d'horizons culturels très différents d'utiliser le même outil. Et c'est ce

qui m'a le plus dépitée. Je me suis dit que ce raisonnement tout simple, et en même temps assez génial, de mettre au point une technologie qui permette à chacun d'utiliser un outil, on aurait franchement pu se donner la peine de l'avoir.

Pire : on n'a pas vu ce que ça allait changer. Je me souviens de débats au Parlement européen où l'on était quelques-uns et quelques-unes à dire : « Méfiez-vous de ces nouveaux standards : tout va changer, tout va basculer et vous ne le verrez pas venir. » Tout le monde vivait dans son petit confort et personne n'a vu arriver la déferlante, à l'exception de ceux qui travaillaient à l'échelle internationale. Pour ma part, j'ai piloté entre 2004 et 2009 la délégation du Parlement européen au Forum sur la gouvernance de l'Internet, et cela a été pour moi extraordinaire, parce que j'ai compris à ce moment-là ce qui allait se passer. J'ai eu des contacts avec des régulateurs américains sur le monde des télécommunications, parce que je voulais voir comment et où cela se passait, et quelles en seraient les conséquences. On n'était plus à l'ère de l'audiovisuel, avec la bataille de la culture contre les technologies audiovisuelles par exemple. Non, on était vraiment sur une autre planète. Cela a été pour moi un sujet de débat intense avec certains de mes collègues au Parlement européen, l'ancienne commissaire Neelie Kroes par exemple, qui n'a absolument pas mesuré les enjeux industriels et culturels que cela représentait.

« L'Europe est aujourd'hui un espace intellectuel qui peut prendre de l'ampleur et ne pas être seulement un marché. »

Est-il encore temps d'agir pour faire face à la concentration et au monopole des GAFAs ?

Il faut avoir conscience que dans cette économie qui est de plus en plus volatile, on n'est pas à l'abri d'un effondrement. Il peut y avoir des changements. On l'a vu avec Yahoo, et on voit les problèmes de Twitter. Donc, aucune situation n'est éternelle, et ils le savent très bien, c'est pourquoi ils diversifient leurs activités. Cela ne veut pas dire qu'ils sont moins dangereux, mais que leur position dominante est effectivement aujourd'hui un problème international. Et je pense que de ce point de vue la France – c'est-à-dire son gouvernement, mais aussi son président de la République – a eu le cran d'engager une discussion extrêmement ferme dans le cadre du TTIP, le traité de libre-échange. Nous avons voté pour la préservation de la diversité culturelle – ce qui bien sûr n'a pas fait plaisir aux Américains puisque

cela pose des barrières et maintient une régulation contre ce genre de monopole –, mais ce n'est pas suffisant. Il y a le problème de la taxe, c'est-à-dire la règle du « chacun paye là où il fait ses profits ». Et ça c'est la bataille majeure que le Parlement européen doit gagner. Je l'espère vraiment, parce que ce sera le premier instrument de la régulation. D'où l'importance des négociations autour du CETA et du TTIP, parce que c'est effectivement dans ce cadre-là que l'Europe doit défendre sa vision d'une économie régulée. Si elle ne peut pas la défendre dans ce genre de grand

accord international, alors on aura perdu la bataille. Et c'est un instrument de justice, car vous, moi, nous payons tous nos impôts là où nous vivons et travaillons. Un des problèmes aujourd'hui c'est précisément cette facilité qu'ont certains de se faire de l'argent, que ce soit des personnes ou des entreprises, qui deviennent dominantes parce qu'elles ne respectent pas les règles d'équité et de concurrence. D'ailleurs, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres augmente, de même que le nombre de pauvres.

Vous êtes évidemment une Européenne convaincue, et de longue date puisque votre premier mandat de députée date de 1989. Quel regard portez-vous sur l'évolution de l'Europe durant ces trois décennies ? Faites-vous partie de ceux qui sont indulgents à son égard, voyant en elle un rempart démocratique indispensable, ou êtes-vous critique vis-à-vis de ses dérives néolibérales et de son incapacité à faire face aux défis actuels ?

Je pense que l'Europe est aussi le résultat de ce qu'on en fait. On dit souvent qu'elle n'a pas fait ceci ou cela, mais ce sont bien souvent les États membres, parfois aussi d'ailleurs le Parlement, tous colégislateurs, qui ne l'ont pas voulu. Ils n'ont pas donné la capacité à la Commission européenne d'être un véritable exécutif européen capable de porter des politiques qui puissent être sanctionnées par une censure ; censurer la Commission, c'est une possibilité pour le Parlement européen. Par conséquent, oui, je suis critique par rapport au fait qu'on est entrés dans une orthodoxie néolibérale, qui a limité des réponses qui devaient être positives pour l'Europe : une

politique industrielle digne de ce nom, un volet social plus affirmé par rapport au chômage et à la répartition du travail. À l'époque du sommet européen de Strasbourg, en 1989, la vision de François Mitterrand était qu'il y avait deux décisions à prendre : d'une part la création de l'espace unique et de la monnaie unique, d'autre part la concrétisation d'une charte sociale européenne, qui devait bâtir le pilier social. Il ne pouvait y avoir d'avancées économiques et monétaires sans pilier social et sans garantie sociale. Ce pilier, il a été censuré par un pays, le Royaume-Uni. M^{me} Thatcher a dit non. Le pilier social est tombé, et il a fallu ramper pour obtenir le traité constitutionnel, qui a été retoqué, puis la charte des droits fondamentaux. En bref, on est toujours en train de courir pour rattraper ce que l'on a manqué au moment de la chute du mur de Berlin. Ce n'est pas le projet européen qui pose problème, c'est la manière de le réaliser. Aujourd'hui, même les centristes, le Parti populaire européen reconnaissent qu'on a fait des erreurs. L'Europe doit être réinvestie comme projet politique. Elle doit pouvoir avancer avec un groupe de pays motivés, prêts à coopérer, et avec du transfert de souveraineté raisonné et accepté, et en même temps utile. Elle reste un moyen de lutter contre la globalisation aveugle et de prendre en charge un certain nombre de défis – les sources énergétiques, le climat, l'avenir de certaines industries –, défis qui ne se jouent plus seulement à l'échelle d'un pays, pas même de l'Allemagne, mais au minimum à l'échelle européenne. Y compris les défis de la santé, qu'il s'agisse du sida ou du cancer, qui mobilisent aujourd'hui à travers l'Europe différentes équipes travaillant ensemble. L'Europe est aujourd'hui un

espace intellectuel qui peut prendre de l'ampleur et ne pas être seulement un marché. De ce point de vue, le Brexit est très intéressant car il va nous permettre de clarifier quelques positions – du moins, je l'espère. Mais ce que je recommande vivement, c'est que l'on aborde les discussions sur le Brexit avec un projet politique.

Mais quels sont les États membres, quels sont les femmes et les hommes politiques qui portent ce projet aujourd'hui ? Est-ce que vous en voyez ?

Ça, c'est vraiment mon problème ! [Rires.] Pour vous parler franchement, je trouve qu'une des difficultés – on le dit et on le répète – c'est qu'au fond il y a aujourd'hui un manque de vision, un manque de perspective politique. C'est pour ça aussi qu'il y a un tel scepticisme par rapport à l'Europe. Elle ne représente rien de consistant pour les gens, et il n'y a même pas un minimum de pédagogie mis en œuvre pour expliquer ce qui est utile ou ne l'est pas. Dans les prochaines années, nous aurons surtout besoin de politiques qui prouvent l'utilité de l'Europe, d'une réforme institutionnelle qui remette le Parlement et les députés représentant le peuple européen au cœur du jeu et dans le processus de légitimation de la décision européenne. Parce que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel nous ont fait basculer dans l'Europe des États, nous ne sommes plus du tout dans l'Europe communautaire. Le fait d'avoir engagé l'Europe sur des traités multilatéraux au lieu de prendre la méthode communautaire a affaibli le Parlement européen et tout l'édifice institutionnel européen. Quoi qu'on dise de José Manuel

Barroso ou de Jean-Claude Juncker, ce ne sont pas les premiers responsables. C'est d'abord la responsabilité des chefs de gouvernement et des États membres.

Vous vous considérez comme une fille de la Résistance. Pensez-vous que nous avons abandonné les valeurs qui y ont présidé et qui ont été portées par le Conseil national de la Résistance, ou estimez-vous au contraire que la nouvelle génération construit une société du partage et de la coopération dans son quotidien (troc, échange de services, covoiturage, coworking, écoresponsabilité...)?

Cet héritage de la Résistance, c'est en fait un apprentissage de vie. C'est une manière de vivre. C'est aussi le fait de ne jamais s'arrêter. De se poser des questions et de se demander si au fond on est encore aujourd'hui en écho avec ces valeurs, avec cet objectif du Conseil national de la Résistance. Pour moi, ça reste une source d'inspiration. Mais je ne vénère pas non plus les reliques, je suis assez laïque, et je trouve toujours dangereux de transformer des moments en objets de commémoration. Est-ce que les jeunes d'aujourd'hui ont conservé certaines de ces valeurs ? Oui, ils ont de nouvelles pratiques, mais je constate aussi une certaine confusion à propos de l'économie participative ou du partage. On peut y mettre tout et n'importe quoi, depuis la scop, la société coopérative et participative de l'économie sociale et solidaire, jusqu'à Uber. Il n'y a pas toujours une grande clarté dans la manière de faire, mais incontestablement les jeunes changent. D'abord, ils ont conscience qu'ils n'auront pas le même travail pendant toute leur vie. Ensuite, ils ont

conscience qu'il faut savoir vivre avec moins de moyens. D'autre part, que ce n'est pas forcément l'argent qui est le plus important. Et enfin, qu'il faut pouvoir être mobile, changer, penser, rencontrer. C'est une génération de la mobilité, du partage, au sens effectif du terme, mais c'est aussi une génération qui doit encore comprendre ce que signifie la solidarité, et surtout la liberté. Les gens de 1968 comme moi avaient aussi envie de changer le monde, et rapidement. Et pourtant cela reste à faire. Les jeunes d'aujourd'hui sont plus réalistes. Ce qui me trouble, c'est que certains ont intégré les contraintes beaucoup plus que je ne le pensais ou l'imaginai. C'est pour cela que je parlais de la liberté : il ne faut pas que ce choix de l'économie du partage soit assimilé de manière trop forte, trop assumée ou contrainte. Je pense qu'il faut rester rebelle.

Je parle aussi de liberté parce qu'un jour j'ai eu une discussion avec un ancien Premier ministre du Japon qui m'a dit : « Il faudrait des écoles de la démocratie en Asie, et faire un peu une Europe asiatique. » Je lui réponds : « Quand même, une Europe asiatique, vous y allez fort ! » Il me dit : « Vous prenez le Japon, le grand voisin chinois, les deux Corée, qu'est-ce qu'on fait ? Vous, vous avez réussi à instaurer la paix entre vos pays. Et, bon an mal an, c'est quand même pas mal. Nous, on ne l'a pas encore fait. Alors il faut partir des valeurs fondamentales que la Révolution française a données à la construction européenne. Et à la démocratie. Ou de son influence, mais je reconnais qu'elle est quand même importante en Asie. La liberté, l'égalité, la fraternité... Regardez le Japon, me dit-il. La solidarité, on pratique, on connaît. L'égalité, vous avez vu les gamins en uniforme : on a une certaine manière de la traduire. Mais

la liberté, on ne l'a jamais conquise. Comment voulez-vous que nous puissions l'enseigner ? » Eh bien cette discussion est restée gravée dans ma mémoire. Parce que d'abord j'ai compris pourquoi les Japonais se précipitent toujours devant le tableau de Delacroix, *La Liberté guidant le peuple* : pour eux, ce qui nous identifie avant tout, c'est la liberté, la conquête de la liberté. Et la deuxième chose que j'ai comprise, c'est qu'on n'en a jamais fini. Le message du Conseil national de la Résistance, c'est donc d'abord cela.

Remerciements à Christophe Martin et Marie-Laurence Sarret pour la transcription et l'écriture de cet entretien.

CATHERINE TRAUTMANN EN DIX DATES :

- 1951 : naissance à Strasbourg.
- 2 avril 1986 - 14 mai 1988 : députée du Bas-Rhin.
- 13 mai 1988 - 28 juin 1988 : secrétaire d'État aux Personnes âgées et aux Handicapés.
- 24 mars 1989 - 25 juin 1997 : maire de Strasbourg et présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg.
- 25 juillet 2004 - 30 juin 2014 : députée européenne.
- 4 juin 1997 - 27 mars 2000 : ministre de la Culture et de la Communication (et porte-parole du gouvernement de 1997 à 1998).
- 25 juin 2000 - 19 mars 2001 : maire de Strasbourg.
- 20 juillet 2004 - 30 juin 2014 : députée européenne.
- Depuis 2008 : vice-présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg, chargée des Questions universitaires et du Développement économique, et présidente du port autonome de Strasbourg.
- Depuis 2014 : vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, chargée du Développement économique, de l'Attractivité et du Rayonnement international de Strasbourg.